

Prolégomènes aux débats en cours...

L'année 2022 sera sans doute reconnue comme **annus horibilis**. Les désordres climatiques répandus sur toute la surface de la terre, entre sécheresses, canicules, inondations annoncent un avenir difficile pour les humains et les êtres vivants. Les crises sanitaires récentes laissent penser qu'elles ne seront pas les dernières. Enfin la guerre provoquée par la Russie contre l'Ukraine marque le retour des conflits armés en Europe avec le risque, et la crainte, d'un conflit mondial. La mondialisation des échanges, et donc des économies, est mise en cause. La marchandisation du monde, sous toutes ses formes, apparaît comme l'origine de ce monde malade, de ses excès de production et de consommations. Mais que faire ?

Tout arrêter ? Réduire ? Un maître mot est apparu : sobriété! Une façon de ramener la question posée à une question de tempérance. Fera-t-on la guerre aussi avec gentillesse ? Pour ne pas trop détruire ?

Donner un nom aux choses, aux faits, aux êtres est sans doute nécessaire. Mais encore faut-il s'assurer de porter des diagnostics pertinents et d'arriver à les partager. Vaste chantier à peine entamé semble-t-il.

Pour ce qui est du changement climatique, une majorité semble reconnaître la responsabilité des sociétés humaines, et notamment des plus développées. Mais de là à penser qu'il faudrait changer non seulement les façons de produire, mais aussi de modifier profondément nos besoins de consommation, il existe un pas énorme : des modes d'existence sont en jeu. De même, la question démographique reste à l'écart : les pays riches décroissent, les pays pauvres croissent. Les migrations ne sont pas voulues, pourtant elles seraient nécessaires! Encore faudrait-il penser le possible métissage des cultures, et pas seulement des marchandises.

La guerre en cours montre que la fabrication de l'ennemi reste, pour certains, la meilleure façon de se rassurer sur leur identité et la supériorité de leur histoire : les non russes ne peuvent être que des nazis, au nom de l'histoire soviétique. Éliminer un ennemi qualifié peut donc être une solution. Malheureusement, l'histoire montre que cela ne règle aucun problème, et risque d'en créer d'autres, pas moindres.

Il est des tentations mortifères. Ainsi, les sanctions contre la Russie sont sans doute justifiées. Mais faut-il aller jusqu'à considérer l'ensemble des russes comme parties prenantes de la guerre et leur culture comme entachée d'une faute originelle? La confusion souvent entretenue est négationniste au sens historique. Comme de dire que les ukrainiens sont russes par essence. Fabrication d'un homme vrai contre un homme faux : cela ne sert qu'à la guerre. Mitterand eut dans ses derniers jours une phrase forte : le nationalisme, c'est la guerre. Non pas les nations, mais le nationalisme, rappelant avec humour que le Danemark était le seul pays que la France n'avait jamais attaqué, et se demandant pourquoi!

Nettoyons devant notre porte « occidentale ». Après 1989 Les Etats-Unis prirent la chute de l'URSS comme une victoire contre le communisme, leur victoire. Mais au lieu d'offrir des coopérations, ils ont maintenu une grande distance, et peut-être un certain mépris, ne cherchant qu'à mettre encore plus à terre l'économie russe. Celle-ci s'est ainsi développée sur l'extraction de matières premières, devenant grande exportatrice en énergies, métaux et produits agricoles. L'Europe n'a pas su de son côté développer des relations d'un nouveau type, s'abritant sous une certaine hégémonie américaine, la protection de l'OTAN étant maintenue comme arme de dissuasion.

L'Europe n'a pas voulu se distinguer par une politique autonome. La Russie devenue un marché comme les autres pour nos entreprises, dont certaines installées sur place, l'Europe a elle aussi maintenu la Russie éloignée de ses politiques, intégrant en son sein les anciennes dépendances de l'URSS comme autant de protections contre la Russie. De ce point de vue, l'isolement de la Russie ne pouvait que renforcer ses ambitions nationalistes en même temps qu'un certain ressentiment de vaincu de l'histoire.

Nous avons cru que le marché et des liens économiques réciproques suffiraient à apporter la paix. Nous sommes volontairement devenus dépendants de produits stratégiques, gaz, pétrole et certains produits agricoles, sans considérer la Russie autrement que comme un ensemble de ressources.

De l'attaque de la Géorgie, à celle de l'Ukraine, en 2014 puis à son invasion cette année, nous savions pourtant que la Russie a une stratégie

de conquêtes, à la fois pour reprendre des territoires de l'ex URSS et retrouver une puissance perdue. La guerre en cours est aussi une guerre contre l'Europe. Nos dépendances en énergie révèlent nos faiblesses. Même si la Russie est elle-même en situation de faiblesse, sa position d'exportatrice de matières premières lui donne des armes particulières ajoutées à ses menaces nucléaires. D'une certaine façon, nous avons contribué à fabriquer sa faiblesse et par contre coup, la nôtre.

L'issue de ces combats est incertaine. Revenir à la paix exigerait des engagements de co-développement économiques et politiques. Mais la guerre de la Russie de Poutine est aussi une guerre contre la démocratie pluraliste, par tous les moyens. Les alliances et les abstentions implicites des autocraties et dictatures dans cette guerre de la Russie contre l'Ukraine n'augurent rien de simple.

De nouveaux espaces politiques se constituent autour d'alliances nouvelles. Des conflits nouveaux apparaissent, que ce soit sur fond de conflits religieux ou territoriaux pour lesquels les nations unies se sont révélées impuissantes. L'avenir paraît plus que jamais incertain ou difficile à construire en commun, les intérêts nationaux ou régionaux l'emportant sur les intérêts communs.

Pourtant, les problèmes que nous avons à affronter par ailleurs sont globaux. Ils exigeraient des confrontations, des solutions multiples, mais sous des formes coopératives et non conflictuelles. Sauront nous y parvenir ? Les guerres seront elles les seuls moyens ?

Au Cercle Condorcet de Paris, nous essaierons de contribuer aux réflexions nécessaires, avec l'idée que des progrès humains sont toujours possibles. Parmi les moyens pour y parvenir, la poursuite des recherches scientifiques, de l'enseignement et de la transmission des savoirs, la promotion de valeurs humanistes et citoyennes nous semblent déterminantes. Et ceci concerne aussi bien la France que l'Europe en général, dans laquelle, utopie aujourd'hui impensable, la Russie devrait bien nous rejoindre. Avant qu'il ne soit trop tard.

Bernard Wolfer

« Pourquoi je n'aime pas Poutine »

Qui a donné à la société russe sa forme actuelle ?

Le sculpteur en chef de la Fédération de Russie, en ce début de XXI^e siècle, est sans conteste Vladimir Poutine. Pour ma part, je ne l'aime pas justement à cause de cette Russie qu'il a sculptée.

Qu'on me comprenne bien : je voudrais dire pourquoi moi, citoyenne ordinaire, contribuable et journaliste, je n'aime pas le président de mon pays, alors qu'il a été élu en 2000 par la majorité écrasante de mes concitoyens et jouit, encore à ce jour, d'une cote de popularité très élevée. Je n'ai pas de griefs personnels contre lui et je ne le connais pas directement. Pour moi, Poutine est une fonction, et non une personne. J'ai des exigences toutes simples quant à cette fonction : le président doit œuvrer à ce que son pays devienne meilleur et plus prospère. Mais il ne s'est rien produit de tel chez nous. La Russie de Poutine est encore plus souillée moralement que celle d'Eltsine, elle ressemble à une décharge couverte de ronces et jonchée de débris.

Il y a beaucoup de raisons à cela, mais la principale se trouve être la seconde guerre tchétchène dans laquelle toute la société s'est enlisée, Poutine y compris. Depuis les élections de 2000 jusqu'à ce jour, la guerre reste sa grande cause. Poutine et, avec lui, son peuple ont donné leur bénédiction en Russie à ce qu'aucun pays ne peut approuver, à l'exception de ceux qui ont un penchant pour le totalitarisme. À savoir une corruption basée sur le sang ; des milliers de victimes qui ne provoquent ni étonnement ni protestation ; une armée rongée par l'anarchie militaire ; un esprit chauvin au sein de l'appareil gouvernemental, qui se fait passer pour du patriotisme ; une rhétorique effrénée de l'État fort ; un racisme antitchétchène, officiel et populaire, avec des métastases qui s'étendent à d'autres peuples de la Russie...

Je n'aime pas Poutine, parce que, pour s'asseoir sur le trône et régner en maître (et avoir toujours de bons sondages), il a encouragé la gangrène morale de la Russie. »

Anna Politovskaïa

À lire aujourd'hui...

Tchétchénie, le déshonneur russe, Gallimard
2003